

# Au Tchad, la France au secours d'Idriss Déby

Les avions français ont frappé un groupe rebelle lors d'une opération critiquée par les opposants au régime

La France sauve-t-elle une fois encore le soldat Déby? A plusieurs reprises depuis dimanche 3 février, Paris a en effet lancé ses Mirage 2000, basés à N'Djamena, pour bombarder une colonne rebelle de l'Union des forces de la résistance (UFR) venue du sud de la Libye, et que l'armée tchadienne ne semblait pas en mesure de pouvoir stopper.

Au regard de la menace – «seulement» une cinquantaine de pick-up, même lourdement armés – se pose ainsi la question de la solidité du régime du chef de l'Etat, qui a su neutraliser des attaques autrement plus dangereuses depuis son arrivée au pouvoir il y a vingt-huit ans.

Ainsi, en 2006 puis en 2008, Idriss Déby Itno résista à de folles épopées lancées contre lui depuis le Soudan voisin. Certes, la France apporta un appui décisif. Mais pas en puissance de feu. L'assistance se mesura en termes logistiques, de renseignement et d'organisation tactique auprès des forces loyalistes pour défendre N'Djamena et sauver le régime. Ces jours-ci, l'implication de Paris se fait beaucoup plus voyante, létale et totalement assumée.

Un communiqué de l'état-major français des armées, diffusé mercredi 6 février, reconnaît ainsi que «du 3 au 6 février 2019, des Mirage 2000 des forces armées françaises sont intervenus [dans le] nord-est du Tchad, en coordination avec l'armée tchadienne, de façon à contrer l'incursion d'une colonne armée en territoire tchadien».

Au total, les avions de chasse français auraient conduit une «vingtaine de frappes», selon une source militaire, et détruit une vingtaine de véhicules qui peuvent convoyer, chacun, jusqu'à dix combattants. Le premier ministre, Edouard Philippe, a utilisé l'article 35 de la Constitution, ce même jour, pour informer les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat de l'opération: «Le gouvernement français a décidé de faire intervenir nos forces armées au Tchad (...) en réponse à la demande d'assistance [du] président de la République du Tchad, Idriss Déby».

Cette initiative n'est pas anodine. Elle vise à lever l'ambiguïté sur la légalité de l'intervention française. Officiellement, les deux pays sont liés par «un accord de coopération militaire technique» qui remonte à 1976 et ne permet

pas aux militaires français d'intervenir directement. Sauf si on le leur demande... En d'autres lieux, c'est ce que fit le président du Mali, en janvier 2013, pour permettre le lancement de l'opération militaire française «Serval» contre les groupes djihadistes, qui contrôlaient alors la moitié du pays.

Au Tchad, les Mirage 2000 utilisés ces derniers jours sont engagés dans le cadre de l'opération «Barkhane». Son quartier général est à N'Djamena, mais son objectif est la lutte contre les groupes terroristes armés et djihadistes au Sahel. Et non les rebelles tchadiens de l'UFR. Cette discordance, loin de les embarrasser, semble arranger les autorités locales.

«Depuis que le président [Déby] a proposé [en 2018] l'amnistie aux rebelles qui déposent les armes, nous considérons qu'il n'y a plus de rebelles au Tchad, mais seulement des hors-la-loi, des mercenaires et des terroristes», nous explique ainsi Oumar Yaya Hissein, porte-parole du gouvernement. «La sécurité du Tchad et celle du Sahel s'inscrivent dans le même cadre sous-régional, donc l'intervention de "Barkhane" est justifiée», ajoute-t-il.

Sauf que dans ce pays de guerriers, le bruit des kalachnikovs a davantage rythmé la vie politique que celui des campagnes électorales. Les groupes armés font en quelque sorte partie du paysage. Et les reconversions d'anciens chefs de guerre dans le monde politique sont légion. Idriss Déby, lui-même, a conquis le pouvoir par les armes en 1990, à la tête d'une rébellion partie du Darfour soudanais, frontalier du Tchad.

## «Amalgame inadmissible»

L'opposition tchadienne ne s'y trompe pas. Tout en précisant que «la guerre n'a jamais résolu les problèmes de [son] pays», l'Union nationale pour le développement et le renouveau (UNDR) a ainsi jugé «inadmissible (...) cet amalgame fait par le gouvernement [qui] veut assimiler toute opposition au terrorisme».

Par ricochet, la France apparaît ainsi aux yeux de nombreux Tchadiens comme la protectrice d'un régime prédateur et corrompu, alors que la population se débat dans la misère, sans espoir de voir émerger un semblant de démocratie.

«L'incompréhension, le mécontentement contre la France est général», affirme Gali Ngothé Gatta,

député et chef de l'Union des forces démocratiques-Parti républicain (UFD-PR). «Paris ne voit pas ce que nous vivons: les écoles en grève, les fonctionnaires non payés depuis des mois, la santé au creux de la vague... Les groupes politico-militaires deviennent, pour certains, des sauveurs», ajoute-t-il. Dans le même ordre d'idée, l'UNDR s'«étonne» de voir la France «défendre coûte que coûte un régime que tout le monde rejette, [et] intervenir dans un conflit tchado-tchadien».

Leur condamnation de «l'ingérence française» se nourrit sans doute de la frustration de voir s'éloigner la chute d'un président qu'ils pensaient suffisamment affaibli par la grogne sociale et la réactivation de rébellions pour espérer le voir tomber prochainement.

«Avec la crise pétrolière et à cause de la mauvaise gouvernance, l'argent manque. Le pouvoir s'est recentré sur la famille proche du président. Les revenus des officiers ont été divisés par quatre. Le groupe des profiteurs s'est réduit, produisant autant de mécontents, y compris dans le clan et les sous-clans Zaghawa [l'ethnie d'Idriss Déby]», explique un homme politique tchadien. Le phénomène n'est pas nouveau. A titre d'exemple, les rebelles de l'UFR sont dirigés par Timan Erdimi, un neveu du président.

C'est sur ce jeu de retournement d'alliance, de désertions et de trahisons que comptait d'ailleurs l'UFR pour conquérir N'Djamena. «Depuis notre rentrée au Tchad, il y a quinze jours, nous avons parcouru 500 kilomètres depuis la frontière libyenne sans problème. L'armée nous ouvrait les barrières. Elle est avec nous et ne veut pas nous combattre», nous affirme un des principaux dirigeants du mouvement, contraint à l'anonymat par respect de l'accord de paix signés en 2010 par le Tchad et le Sou-

dan, qui se livraient jusqu'alors une guerre dévastatrice par groupes rebelles interposés.

«Cette colonne n'est que l'avant-garde d'un soulèvement de l'intérieur du pays, jusque dans l'entourage du dictateur», veut croire Doki Warou Mahamat, un conseiller politique de Timan Erdimi, joint à Paris. Nombre d'observateurs soulignent également que les forces tchadiennes sont engagées sur trop de fronts, extérieurs

et intérieurs, pour remplir leur fonction sécuritaire.

## «Partenaire essentiel»

Mais combien de fois n'a-t-on prédit sa chute? Idriss Déby a survécu à tant de «rézous» ennemis, ces raids lancés par les rebelles chevauchant leurs 4 x 4 comme ils le faisaient sur leurs chameaux de combat; on l'a si souvent décrit au seuil de la mort, rongé par la maladie, qu'il convient de se demander pourquoi cette dernière aventure lui serait fatale.

Il l'avait d'ailleurs vu venir. Depuis la mort, en 2011, de son «voisin», Mouammar Kadhafi, suivi de l'effondrement de la Libye, Idriss Déby n'a eu de cesse d'attirer l'attention des pays occidentaux sur les risques que cela représentait pour la stabilité de la région. La guerre au Mali, dès 2012, puis ses débordements récents au Niger et au Burkina Faso lui ont donné raison. Il savait aussi pertinemment que certains des groupes rebelles originaires de son pays se refaisaient une santé dans le chaos et les trafics prévalant dans le Sud libyen, tel l'UFR.

Les voilà donc de retour. Jusqu'où pourront-ils aller? Car ce mouvement armé reconnaît que les frappes françaises ont causé des «dégâts matériels et humains importants». Jurer «qu'ils continueront d'avancer même sous le feu français» n'est peut-être que bravade. Mais la vigueur de l'intervention montre que la menace a été prise au sérieux.

Il faut qu'elle le soit pour que le chef suprême des armées françaises, Emmanuel Macron, renie ce qu'il élevait comme un précepte et le signe de la rupture de sa politique africaine par rapport à ses prédécesseurs: la non-ingérence militaire dans les affaires politiques intérieures d'un pays africain.

Le communiqué de mercredi du ministère des armées françaises justifie ce renoncement: «Le raid de cette colonne armée dans la profondeur du territoire tchadien était de nature à déstabiliser ce pays. Les forces armées tchadiennes sont un partenaire essentiel de la France dans la lutte contre le terrorisme, tant au Mali qu'au sein de la force conjointe du G5 Sahel qu'au travers de son engagement contre Boko Haram [présente au Cameroun, Niger et Nigeria].» Idriss Déby peut être rassuré; les démocrates tchadiens, beaucoup moins. ■

CHRISTOPHE CHÂTELLOT



## LE PROFIL

### **Idriss Déby**

Né en 1952 à Berdoba, dans l'est frontalier du Soudan, le président tchadien a chassé du pouvoir son prédécesseur, Hissène Habré, en 1990, avec l'aide de la France et des Etats-Unis. Les

deux hommes étaient auparavant alliés. M. Déby a déjà été contesté à de nombreuses reprises. En 2008, des rebelles étaient entrés dans N'Djamena, avant d'être repoussés. Il a été réélu en 2016, au premier tour, pour un cinquième mandat présidentiel, à l'issue d'un scrutin controversé.